



L'Espoir du Monde

Bulletin des socialistes chrétiens - Fondé en 1908

«Socialiste parce que chrétien»

www.frsc.ch

Dans ce numéro:

• **Préavis:**
100^e anniversaire
de la FRSC
(15 mars 2014)

• **Le pape François**
n'a peut-être pas
fini de nous
surprendre !

sommaire complet
en p. 8

Retours:
Georges Nydegger
Falquets 15
1 223 Cologny

P.P.
1450 Ste-Croix

Votations fédérales du 9 février 2014

Mot-clé: solidarité

Les trois objets soumis au corps électoral suisse cet hiver ont une particularité commune: les mots d'ordre donnés à leur propos ne se répartissent pas selon les camps traditionnels gauche-droite.

La Fédération romande des socialistes chrétiens les a examinés sous l'angle de la solidarité: quelles réponses sont-elles les mieux à même de la préserver ou de l'améliorer ?

L'initiative «Contre l'immigration de masse» prétend défendre les travailleurs helvétiques, dont nous admettons bien évidemment qu'une grande partie d'entre eux sont touchés par la précarité ou menacés de l'être. Cette initiative est cependant inacceptable parce qu'elle désigne de faux coupables, les étrangers. La stratégie est connue: stigmatiser des travailleurs, souvent en situation particulièrement précaire, évite de désigner et de combattre les vrais problèmes: l'injuste répartition des profits et des impôts, le mépris des salariés, l'économie de casino. Les socialistes chrétiens affirment que les solutions se trouvent dans l'exigence de salaires minimaux, les CCT et le contrôle des conditions de travail et de salaire, autant pour les travailleurs suisses que pour les immigrés. A la xénophobie, qui sévit d'ailleurs de plus en plus dans toute l'Europe, nous voudrions opposer une défense internationale de la justice sociale, qui réduirait l'émigration/immigration.

L'initiative «Financer l'avortement est une affaire privée» remet en cause le principe de solidarité, fondamental, de l'assurance-maladie. L'avortement est un choix personnel qui peut heurter certaines convictions; mais il a clairement été considéré, lors de plusieurs votations, comme un choix légalement admissible et l'initiative n'a d'ailleurs pas osé remettre en question cette légalité. Elle ne vise qu'à en limiter l'accès à celles qui peuvent se l'offrir. Au risque de revenir à des situations éthiquement encore plus inacceptables: recours à des moyens dangereux, mères et enfants en détresse.

Quant à l'arrêté fédéral sur «le règlement du financement et de l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire», il a pour but d'assurer le développement d'un transport public essentiel pour la Suisse. A des arguments écologiques évidents s'ajoutent des motifs logistiques tout aussi évidents: les exigences de mobilité de la société actuelle imposent de favoriser nos lignes de chemin de fer. Les automobilistes et transporteurs routiers ont d'ailleurs aussi intérêt à ce que le rail décharge les routes. La défense de l'intérêt commun nous conduit donc à accepter une solidarité dans le financement de l'infrastructure ferroviaire.

Fédération romande des socialistes chrétiens

Edito

NON
à l'initiative
«Contre
l'immigration
de masse»

NON
à l'initiative
«Financer
l'avortement
est une affaire
privée»

OUI
à l'arrêté sur
«le règlement
du financement
et de l'amé-
nagement de
l'infrastructure
ferroviaire»

«Remets-nous nos dettes...» (3^e partie)

Un premier article (*L'Espoir du Monde*, décembre 2012) explorait le rapport créancier-débiteur et la recherche bibliographique d'équilibre dans ce domaine. Recherche qui débouchait sur le refus du prêt à intérêt et un dispositif régulier de remise des dettes. Calvin fut aussi convoqué, lui qui rouvrit la possibilité du prêt (de production) à intérêts, mais assorti de garde-fous pour permettre le maintien d'un équilibre et d'une forme d'équité entre débiteurs et créanciers.

Nous évoluons aujourd'hui dans un autre monde que celui du Deutéronome ou de Calvin, notablement plus complexe. Pour autant le besoin d'équilibre dans le rapport entre créancier et débiteur reste entier.

Un deuxième article (*L'Espoir du Monde*, octobre 2013) montrait une partie du fonctionnement actuel du système monétaire, où nul n'échappe à la double casquette de créancier, mais surtout de débiteur, que ce soit par la consommation, l'impôt ou l'emprunt personnel. Il en ressortait que la mécanique du système bénéficie à une minorité de la population qui est créancière nette alors qu'une majorité est débitrice nette avec les intérêts à recevoir ou à payer que cela occasionne de part et d'autre.

Un déséquilibre qui se renforce faute de mesures correctives

Différents correctifs à l'accumulation des créanciers-rentiers se sont estompés ces dernières années:

- L'inflation, devenue faible, mais qui réduisit par exemple le pouvoir d'achat des détenteurs de capitaux par 100 entre 1913 et 1950 en France; et réduisit la dette de l'Etat de 80 % du revenu national à 30 % malgré des déficits continus sur la période.

- L'imposition, dont celle sur les revenus sur la dernière tranche d'imposition est passée de plus de 80 % dans les années 50 aux États-Unis à moins de

25 % aujourd'hui.

- Les privatisations qui firent passer les participations de l'État (par exemple en France et en Angleterre) dans le patrimoine national dans les secteurs industriels et financiers des années 50 à 70 de plus de 50 % à des pourcentages beaucoup plus faibles aujourd'hui. Ces privatisations augmentent du coup la part de la richesse détenue de manière privée et par conséquent le déséquilibre créancier-débiteur net.

- Une croissance régulière a aussi longtemps permis d'échapper à l'apparition trop criante du déséquilibre entre les créanciers et les débiteurs. En effet, lorsque le gâteau de la richesse nationale produite est de plus en plus grand, une tranche plus importante allouée aux différentes formes d'intérêt du capital ne diminue pas autant les parts qui restent pour rémunérer le travail que lorsque la taille du gâteau n'augmente presque plus.

Parmi d'autres facteurs, ces «correctifs» ayant perdu de leur force, l'accumulation de richesse s'est accélérée en faveur du décile supérieur des créanciers nets. Alors que ce déséquilibre se creuse continuellement, une correction structurelle est nécessaire si l'on veut éviter, dans les pays développés, une érosion continue de la classe moyenne et une entrée dans la précarité d'une part de plus en plus importante de la population. Des pistes d'actions existent du côté des correctifs évoqués plus haut. Ce sont autant d'outils au service du rééquilibrage. Une autre option consiste à réformer le système monétaire.

Prendre le problème à la racine

C'est ce que propose Helmut Creutz dans son livre *Le syndrome de la monnaie*. L'idée maîtresse est de garder les avantages de la monnaie et d'en supprimer l'inconvénient majeur: sa multiplication par l'intérêt, facteur continu de déséquilibre, de tension sociale et de pression à la croissance

dont découle une empreinte écologique insoutenable pour la nature.

L'inconvénient, c'est qu'une monnaie qui ne reçoit pas d'intérêts risque de mal circuler, de ne pas être réinvestie (thésaurisation). C'est ce qu'avait sans doute compris Calvin, préconisant la levée de l'interdiction du prêt (productif, non de consommation) à intérêts, afin de permettre à la monnaie de circuler des personnes qui en ont d'avantage que nécessaire pour leurs besoins immédiats vers des entrepreneurs manquant des capitaux nécessaires à leur projet.

Creutz, à la suite de l'économiste Gesell, préconise une monnaie fondante pour en assurer la circulation. Elle retrouverait ainsi une position plus proche des autres actifs: un bien de consommation perd de sa valeur avec le temps, se dégrade. La monnaie, elle, se multiplie par l'intérêt. La rendre fondante, par une taxe de détention de l'argent, est un sûr moyen de la faire circuler et de l'amener à être investie, sans se faire prier par les intérêts.

Cette solution ferait sortir la monnaie d'une forme de monopole qui lui assure des intérêts toujours positifs, alors que, logiquement, ils devraient tendre vers zéro lorsque l'offre et la demande de monnaie s'équilibrent. Dans le système actuel, la demande semble toujours supérieure à l'offre, maintenant des taux positifs, alors même que le marché monétaire est saturé de liquidité.

Avec une monnaie fondante, dotée d'une taxe de détention de l'argent, les taux d'intérêts s'équilibreraient autour de zéro, avec une échelle, comme aujourd'hui, selon que les investissements sont faits à court, moyen ou long terme.

Un tel système monétaire supprimerait l'avantage du capital sur le travail, sans remettre en cause la propriété privée ni la liberté d'entreprendre. Ce système monétaire aurait aussi l'avantage de limiter la nécessité de l'impôt progressif sur la

Sources:

Helmut Creutz, *Le syndrome de la monnaie, vers une économie de marché sans crise* (Ed. Economica, Paris, 2008).

Thomas Piketty, *Le capital au XXI^e siècle* (Seuil, 2013).



100^e anniversaire de la Fédération romande des socialistes chrétiens

samedi 15 mars 2014
Buffet de la Gare - Lausanne

Programme provisoire

(détails dans notre prochain numéro)

- 09h30** **Accueil,**
- 09h45** **Ouverture de la journée, méditation**
- 10h00** **Aux sources du socialisme chrétien romand**
christianisme social, mouvement ouvrier,
les débuts de la Fédération romande des socialistes chrétiens
- 12h00** **Repas**
- 13h30** **Chrétiens de gauche: quel avenir ?**
table ronde réunissant des représentants de divers mouvements
romands
- 16h00** **Assemblée générale annuelle de la FRSC**

Renseignements:

Vincent Léchaire, président, 021 544 70 37, vincent.lechaire@gmail.com

Jean-François Martin, secrétaire, 021 944 56 71, redaction@frsc.ch

fortune, car les déséquilibres seraient atténués à la base. Une monnaie fondante permettrait par ailleurs de stopper l'inflation: les Banques centrales n'auraient plus besoin d'y recourir pour monétiser les dettes, et les différents acteurs ne rechercheraient pas davantage de monnaie pour payer des intérêts.

Finalement, une monnaie fondante, aussi appelée «libre» car libre d'intérêts en faveur du créancier, serait une porte de sortie à l'obligation de croissance que connaît le système actuel. Rappelons-le, les intérêts conduisent à une concentration de la richesse et réclament une économie en croissance continue.

Alors que l'absence de croissance dans notre système monétaire est synonyme de catastrophe économique et sociale, sa continuation est synonyme de catastrophe écologique. Une monnaie fondante pourrait stopper l'obligation de croissance sans conduire à la récession. Une économie ainsi arrivée à maturité pourrait alors cesser de grandir, tout en continuant à se transformer et

à faire vivre ses membres.

Précisons encore que l'emprunt, dans l'esprit des concepteurs de la monnaie fondante, n'est pas sans coût pour le débiteur (assuranciel et rémunération du travail d'intermédiation bancaire), ni accès illimités au crédit.

La recherche d'équilibre entre créancier et débiteur constitue un défi majeur de notre temps. Laisser la dynamique actuelle en roue libre conduit à

l'impasse sociale et écologique. Les outils de rééquilibrage déjà connus évoqués dans cet article (la liste est non exhaustive) peuvent être efficaces. Mais pourquoi corriger les symptômes d'un problème au lieu de l'aborder à la racine ? L'esprit chrétien, l'intuition humaine, ce n'est pas tant de remettre les dettes que d'éviter qu'elles se développent et deviennent insoutenable.

A. M.

Notre siècle 1914-2014

En 1918, ils avaient dit: «Plus jamais ça» et «ça» a recommencé vingt ans plus tard. La ferme volonté d'instaurer une paix perpétuelle entre les nations d'Europe aurait dû pouvoir puiser dans la somme des souvenirs encore vifs des tranchées. Les stigmates de la barbarie à même les corps estropiés des rescapés devaient suffire à inspirer le dégoût de la guerre et l'on pouvait soupçonner ou geindre ou se lamenter, mais on était sûr d'une chose: «Plus jamais ça !»

Cette expression est démentie par l'histoire et aucune commémoration de 1914 ne peut faire complètement abstraction des catastrophes qui ont suivi jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les deux guerres sont trop corrélées, trop proche dans le temps.

En 2014, les commémorations de la Grande Guerre vont se multiplier et nous allons vivre, à rebours et par échos, les événements tragiques par le noir et blanc des images d'archives, souvent saccadées

et trop rapides. On y verra les soldats, la fleur au fusil, sur des extraits de film au rythme frénétique transformant l'euphorie déjà palpable des cortèges sautillants en une vision d'hystérie collective. En réponse à cette débauche de vitesse, nous verrons encore le désenchan-

tement statique des tranchées; la guerre qui dure, Verdun... Le récit linéaire de la Grande Guerre à travers les commémorations se vivra comme un morne feuilleton à recompter les millions de victimes, et aucune rhétorique ne pourra voiler le fait que, malgré l'effroi

et les décombres, le «plus jamais ça» aura été inopérant.

En mars 2014, nous allons aussi commémorer la centième année d'un événement porteur d'espoir: la création de la Fédération romande des socialistes chrétiens. Plus qu'une commémoration, cette journée sera l'occasion d'ouvrir de nouvelles perspectives. En pleine mutation, la FRSC, survivante et centenaire, se cherche un avenir qui ne soit pas celui du «plus jamais ça» ou de l'indignation stérile devant la barbarie contemporaine, mais celui de la solidarité et de l'espérance. L'enjeu de cette journée sera de donner corps à l'espérance dans l'espace public, pour un jour, et si possible, pour le siècle à venir.

Dimitri Andronicos

Sans commentaire

Esaïe 58, 6-8

Le jeûne tel que je l'aime, le voici, vous le savez bien: c'est libérer les hommes injustement enchaînés, c'est les délivrer des contraintes qui pèsent sur eux, c'est rendre la liberté à ceux qui sont opprimés, bref, c'est supprimer tout ce qui les tient esclaves.

C'est partager ton pain avec celui qui a faim, c'est ouvrir ta maison aux pauvres et aux déracinés, fournir un vêtement à ceux qui n'en ont pas, ne pas te détourner de celui qui est ton frère.

Alors ce sera pour toi l'aube d'un jour nouveau, ta plaie ne tardera pas à se cicatrifier. Le salut te précédera et la glorieuse présence du Seigneur sera ton arrière-garde.

Bonnes lectures

Chrétien quand même

François A. de Vargas, Editions Ouverture

Né en 1938, François A. de Vargas a étudié à la Faculté de théologie de l'Eglise libre à Lausanne. Après quelques années en Afrique, il a été le secrétaire romand de la Déclaration de Berne de 1970 à 1977, puis s'est investi dans la question des réfugiés et dans la lutte contre la torture. Il a effectué différentes missions d'observateur dans les Balkans et a été co-fondateur de l'Observatoire suisse du droit d'asile et des étrangers.

Après une vie bien remplie, entièrement consacrée au service des autres, François A. de Vargas se livre à un exercice difficile qui suscite notre

admiration. Dans un petit livre de 80 pages, il s'interroge sur sa fidélité à la foi qui lui a été transmise. «Au terme de cette réflexion, j'ai envie de demander aux chrétiens qui m'auront lu s'ils peuvent encore me considérer comme un des leurs». Pour notre part, la réponse est positive, catégoriquement positive.

Avec lucidité, courage et sincérité, François A. de Vargas énumère ce qu'il ne peut pas croire (certains dogmes et la toute-puissance de Dieu par exemple), et insiste sur les éléments qui font de lui un chrétien: l'appartenance à une lignée, la valeur des rites, le

besoin de ferveur. «Et surtout, je veux suivre la personne et l'enseignement de Jésus et, en particulier, ce qu'il nous révèle du pardon».

François A. de Vargas s'est toujours engagé dans le combat pour le développement, les droits humains, la résolution des conflits, le dialogue interculturel et interreligieux, l'écologie. Et un mot, il a mis en pratique l'enseignement biblique: «Qu'est-ce que la foi sans les œuvres?» Et la conclusion de son livre résume bien son idéal et sa foi: «Etre fidèle à l'Evangile, c'est amener les hommes, les femmes, les enfants, à ce combat pour la justice, la sauvegarde de la création et la réconciliation.» Les socialistes chrétiens participent pleinement à cette conviction. (Rémy Cosandey)

Le courage et la grâce, l'éthique à l'épreuve des réalités humaines

Dimitri Andronicos, Céline Ehrwein Nihan, Mathias Nebel, Ed. Labor et Fides

Denis Müller est l'un des principaux éthiciens francophones issus du protestantisme. Au moment de son départ à la retraite académique, cet ouvrage revient via seize auteurs sur ses nombreux centres d'intérêt sur lesquels un état des lieux et des perspectives sont établis et posés. Une première partie est consacrée à «l'éthique aux

prises avec la philosophie et la théologie» où sont réfléchis les problèmes de savoir ce qu'est l'éthique aujourd'hui, soit ce que peuvent être ses définitions plurielles. La seconde partie, intitulée «Lieux de l'éthique», entre plus résolument dans ses champs spécifiques que ce soit par le biais de la discussion oecumé-

nique ou par celui des sources philosophiques et théologiques. Enfin, la troisième partie, «L'éthique à l'épreuve des réalités humaines», porte plus directement le souci d'une éthique au cœur des contingences du monde et des finitudes humaines. L'enjeu est alors de comprendre, d'interpréter – le texte biblique, bien entendu, mais aussi le réel du monde – et de chercher les chemins d'une véritable rencontre de l'autre.



Véhiculer les valeurs du christianisme

Née le 1er octobre 1963 à Winterthur, Monika Maire-Hefti est venue dans le canton de Neuchâtel en 1980 comme jeune fille au pair. Elle est ensuite retournée chez elle pour suivre une formation d'infirmière. Revenue aux Ponts-de-Martel (où elle habite toujours), elle s'est mariée en 1985 (avec Jacques-André Maire, qui est actuellement conseiller national) et a trois enfants. Elle a été conseillère générale (législatif) de 1988 à 1996 et conseillère communale (exécutif) de 1996 à 2004. Elle a siégé au Grand Conseil neuchâtelois de 2005 à 2013, autorité qu'elle a présidée en 2009. Elle a aussi dirigé le Parti socialiste neuchâtelois de 2006 à 2009. En mai dernier, elle a été élue au Conseil d'Etat. Nous lui avons demandé ses impressions après six mois de fonction.

Tu as hérité de l'éducation et de la famille. Es-tu satisfaite d'avoir obtenu ce département ?

Oui. A mon avis, c'est le plus beau des départements car il permet de relever de multiples défis. J'ai surtout à cœur de recréer une confiance qui s'est affaiblie au cours des dernières années, notamment avec le corps enseignant. Il faut souligner que le métier des enseignants a beaucoup changé; il faut revaloriser cette profession et mieux reconnaître le travail effectué par les instituteurs et les professeurs. L'échelle salariale des enseignants sera revue cette législature encore.

Comment arrives-tu à concilier tes convictions chrétiennes et tes responsabilités gouvernementales ?

En tout premier lieu, je citerai le respect. En tant que chrétienne engagée, je me dois de véhiculer les valeurs du christianisme, notamment l'éthique et

la responsabilité. J'appartiens à un gouvernement dans lequel les socialistes sont majoritaires mais qui doit travailler avec un Grand Conseil dominé par une majorité de droite. Il faut sans cesse rechercher le dialogue et le consensus.

On accuse le gouvernement socialiste de faire une politique de droite. Que peux-tu répondre à ce reproche ?

Le canton de Neuchâtel a malheureusement des charges qui croissent plus vite que les recettes. Et on ne fait pas du social avec des caisses vides. Avec mes collègues, je m'efforce de réduire au maximum les sacrifices demandés aux plus démunis. Au futur, il faudra travailler non seulement dans le domaine du salaire minimum mais également dans celui des conventions collectives de travail.

Des vœux pour terminer ?

Je souhaite que le canton de Neuchâtel rayonne en Suisse



et à l'étranger. Nous avons de nombreux atouts dans le domaine de l'innovation et de la microtechnique et nous possédons une industrie qui marche bien. Il nous appartient de bien jouer les cartes dont nous disposons. C'est dire que je suis optimiste quant à l'avenir du canton de Neuchâtel.

(Propos recueillis par Rémy Cosandey)

L'âme du monde

Nous ne sommes pas du tout étonnés que les atomes qui constituent la base de la matière et qui se situent dans l'infiniment petit se comportent comme des systèmes solaires et ressemblent à l'infiniment grand.

Dans un tout autre registre, nous admettons volontiers que chaque être humain a une âme, une sorte de personnalité qui conduit son esprit et ses actions, qui le relie à l'Infini. L'Infini d'où il provient et où il va, comme disait Jean Jaurès. Cette âme ressuscitera après la mort selon certains ou elle se réincarnera dans un autre

corps selon d'autres croyances.

Il me semble que, là aussi, l'infiniment petit et l'infiniment grand peuvent avoir des ressemblances. Si les petits hommes ont une âme, l'infiniment grand, l'univers, doit aussi en avoir une. Dans un précédent ouvrage, le professeur Frédéric Lenoir se disait persuadé de l'existence d'une «dêité» qui donne sa cohérence à l'évolution de l'univers et à l'évolution de l'humanité. Il y revient d'une autre manière en l'appelant *l'âme du monde*.

C'est le titre de son dernier livre (Ed. Nil, 2012). Sa recher-

che consiste à montrer que cette «âme du monde» a inspiré de la même manière tous ceux qui ont, au cours des siècles, construit des civilisations, des religions, des critères moraux, des règles de vie, des valeurs humaines.

Lorsque l'on observe la manière dont les diverses civilisations se sont entre-tuées en faisant semblant de défendre leurs valeurs religieuses, et que l'on examine la synthèse proposée par Frédéric Lenoir de ces différentes religions, on ne peut que réaffirmer ceci: ce ne sont pas les valeurs morales ou religieuses qui ont engen-

dré ces conflits, mais bien des volontés de pouvoir, d'accaparement, de prestige. Elles n'ont rien à voir avec les principes les plus fondamentaux que l'on retrouve partout, ni avec celui que je donne en exemple: «*Tu ne feras pas à autrui ce que tu ne voudrais pas que l'on te fasse à toi-même*».

Les rapports entre les âmes humaines et l'âme du monde s'établissent par la méditation, la réflexion, la prière. Tous ceux qui expérimentent cet exercice vous diront la sérénité qu'ils en tirent. Un professeur américain, dont j'ai lu la thèse il y a environ quarante ans, n'affirmait-il pas que même les incroyants devraient s'astreindre à quinze minutes de prière par jour. Ils en retireraient une grande force.

Les religions ont été construites par des hommes et des femmes qui ont fait cette expérience. Nous avons à ce sujet des millions de témoignages qui n'ont que bien peu de chose à voir avec les révélations fondatrices des grandes

religions et encore moins avec les pratiques détestables de la superstition.

Cette âme du monde est devenue le Dieu des juifs et des chrétiens, pour le moins inspirateur de leur pensée et de leur dévotion. Ils ont voulu faire partager leur expérience et leur foi par des pratiques qui sont devenues de plus en plus complexes. Souvent, en connivence avec les pouvoirs politiques, ils les ont même imposées par la force. Leur religion est devenue un carcan social pour beaucoup, particulièrement détestable à l'heure de la modernité.

Mais ils ont aussi transmis une foi, une attitude, une manière de vivre, d'espérer et d'aimer qui ont grandi la plupart de ceux qui ont eu la grâce de partager cette foi, cette disponibilité, cet engagement au service des autres.

Nous ne doutons pas que les âmes humaines, qui s'adressent à l'âme du monde en l'appelant Vichnou ou Allah, ne soient sincères et dignes

du plus grand respect. Quand nous disons à notre Dieu: «*Que ta volonté soit faite sur la terre comme au ciel*», nous reconnaissons notre modeste dimension mais, en même temps, nous sommes grandis par ce rapport avec l'infiniment grand. De plus, si nous voulons très sincèrement que la volonté de Dieu soit exercée sur cette terre, il n'est pas question pour nous de ne pas suivre les règles qu'il nous propose ni d'admettre passivement tant et tant de dérogations à la justice ou à la générosité.

S'ajoute, pour nous, la dimension chrétienne de ce rapport direct entre l'infiniment petit et l'infiniment grand, soit la merveilleuse dimension d'amour qui nous est proposée et celle manifestée par ce «*père*» qui donne son fils pour nous faire mieux comprendre la grandeur et la beauté de son projet pour nous tous. Aucune autre civilisation n'a jamais nié la grandeur de ce projet et de cette espérance.

Pierre Aguet

Le pape François n'a peut-être pas fini de nous surprendre !

Le 26 novembre, le Vatican a rendu publique l'Exhortation apostolique Evangelii gaudium du pape François. Ce long texte contient un passage dans lequel il exprime une présentation de l'économie et de la situation sociale dans le monde qui a de quoi nous séduire ! En voici quelques extraits.

(texte complet: www.cath.ch/blog/cathossurlatoile/evangelii-gaudium-texte-int%C3%A9gral)

Quelques défis du monde actuel

L'humanité vit en ce moment un tournant historique que nous pouvons voir dans les progrès qui se produisent dans différents domaines. On doit louer les succès qui contribuent au bien-être des personnes, par exemple dans le cadre de la santé, de l'éducation et de la communication. Nous ne pouvons cependant pas oublier que la plus grande partie des hommes et des femmes de notre temps vivent une précarité quotidienne, aux conséquences funestes. Certaines pathologies augmentent. La crainte et la désespérance s'emparent du cœur de nombreuses personnes, jusque dans les pays dits

riches. Fréquemment, la joie de vivre s'éteint, le manque de respect et la violence augmentent, la disparité sociale devient toujours plus évidente. (...)

Non à une économie de l'exclusion

De même que le commandement de «*ne pas tuer*» pose une limite claire pour assurer la valeur de la vie humaine, aujourd'hui, nous devons dire «*non à une économie de l'exclusion et de la disparité sociale*». Une telle économie tue. Il n'est pas possible que le fait qu'une personne âgée réduite à vivre dans la rue, meure de froid ne soit pas une nouvelle, tandis que la baisse de deux points en bourse en soit une. Voilà l'exclusion. On

ne peut plus tolérer le fait que la nourriture se jette, quand il y a des personnes qui souffrent de la faim. C'est la disparité sociale. Aujourd'hui, tout entre dans le jeu de la compétitivité et de la loi du plus fort, où le puissant mange le plus faible. Comme conséquence de cette situation, de grandes masses de population se voient exclues et marginalisées: sans travail, sans perspectives, sans voies de sortie. On considère l'être humain en lui-même comme un bien de consommation, qu'on peut utiliser et ensuite jeter. Nous avons mis en route la culture du «*déchet*» qui est même promue. Il ne s'agit plus simplement du phénomène de l'exploitation et de l'oppres-

sion, mais de quelque chose de nouveau: avec l'exclusion restée touchée, dans sa racine même, l'appartenance à la société dans laquelle on vit, du moment qu'en elle on ne se situe plus dans les bas-fonds, dans la périphérie, ou sans pouvoir, mais on est dehors. Les exclus ne sont pas des «exploités», mais des déchets, «des restes».

Dans ce contexte, certains défendent encore les théories de la «rechute favorable», qui supposent que chaque croissance économique, favorisée par le libre marché, réussit à produire en soi une plus grande équité et inclusion sociale dans le monde. Cette opinion, qui n'a jamais été confirmée par les faits, exprime une confiance grossière et naïve dans la bonté de ceux qui détiennent le pouvoir économique et dans les mécanismes sacralisés du système économique dominant. En même temps, les exclus continuent à attendre. Pour pouvoir soutenir un style de vie qui exclut les autres, ou pour pouvoir s'enthousiasmer avec cet idéal égoïste, on a développé une mondialisation de l'indifférence. Presque sans nous en apercevoir, nous devenons incapables d'éprouver de la compassion devant le cri de douleur des autres, nous ne pleurons plus devant le drame des autres, leur prêter attention ne nous intéresse pas, comme si tout nous était une responsabilité étrangère qui n'est pas de notre ressort. La culture du bien-être nous anesthésie et nous perdons notre calme si le marché offre quelque chose que nous n'avons pas encore acheté, tandis que toutes ces vies brisées par manque de possibilités nous semblent un simple spectacle qui ne nous trouble en aucune façon.

Non à la nouvelle idolâtrie de l'argent

Une des causes de cette situation se trouve dans la relation que nous avons établie avec l'argent, puisque nous acceptons paisiblement sa prédominance sur nous et sur nos sociétés. La crise financière que nous traversons nous fait oublier qu'elle a à son origine une crise anthropologique pro-

fonde: la négation du primat de l'être humain ! Nous avons créé de nouvelles idoles. L'adoration de l'antique veau d'or a trouvé une nouvelle et impitoyable version dans le fétichisme de l'argent et dans la dictature de l'économie sans visage et sans un but véritablement humain. La crise mondiale qui investit la finance et l'économie manifeste ses propres déséquilibres et, par-dessus tout, l'absence grave d'une orientation anthropologique qui réduit l'être humain à un seul de ses besoins: la consommation.

Alors que les gains d'un petit nombre s'accroissent exponentiellement, ceux de la majorité se situent d'une façon toujours plus éloignée du bien-être de cette heureuse minorité. Ce déséquilibre procède d'idéologies qui défendent l'autonomie absolue des marchés et la spéculation financière. Par conséquent, ils nient le droit de contrôle des États chargés de veiller à la préservation du bien commun. Une nouvelle tyrannie invisible s'instaure, parfois virtuelle, qui impose ses lois et ses règles, de façon unilatérale et implacable. De plus, la dette et ses intérêts éloignent les pays des possibilités pratiques par leur économie et les citoyens de leur pouvoir d'achat réel. S'ajoutent à tout cela une corruption ramifiée et une évasion fiscale égoïste qui ont atteint des dimensions mondiales. L'appétit du pouvoir et de l'avoire ne connaît pas de limites. Dans ce système, qui tend à tout phagocytter dans le but d'accroître les bénéfices, tout ce qui est fragile, comme l'environnement, reste sans défense par rapport aux intérêts du marché divinisé, transformés en règle absolue.

Non à l'argent qui gouverne au lieu de servir

Derrière ce comportement se cachent le refus de l'éthique et le refus de Dieu. Habituellement, on regarde l'éthique avec un certain mépris narquois. On la considère contreproductive, trop humaine, parce qu'elle relativise l'argent et le pouvoir. On la perçoit comme une menace, puisqu'elle condamne la manipulation et la dégradation

de la personne. En définitive, l'éthique renvoie à un Dieu qui attend une réponse exigeante, qui se situe hors des catégories du marché. Pour celles-ci, si elles sont absolutisées, Dieu est incontrôlable, non-manipulable, voire dangereux, parce qu'il appelle l'être humain à sa pleine réalisation et à l'indépendance de toute sorte d'esclavage. L'éthique – une éthique non idéologisée – permet de créer un équilibre et un ordre social plus humain. En ce sens, j'exhorte les experts financiers et les gouvernants des différents pays à considérer les paroles d'un sage de l'antiquité: «Ne pas faire participer les pauvres à ses propres biens, c'est les voler et leur enlever la vie. Ce ne sont pas nos biens que nous détenons, mais les leurs».(Saint Jean Chrysostome)

Une réforme financière qui n'ignore pas l'éthique demanderait un changement vigoureux d'attitude de la part des dirigeants politiques, que j'exhorte à affronter ce défi avec détermination et avec clairvoyance, sans ignorer, naturellement, la spécificité de chaque contexte. L'argent doit servir et non pas gouverner ! Le Pape aime tout le monde, riches et pauvres, mais il a le devoir, au nom du Christ, de rappeler que les riches doivent aider les pauvres, les respecter et les promouvoir. Je vous exhorte à la solidarité désintéressée et à un retour de l'économie et de la finance à une éthique en faveur de l'être humain.

Non à la disparité sociale qui engendre la violence

De nos jours, de toutes parts on demande une plus grande sécurité. Mais, tant que ne s'éliminent pas l'exclusion sociale et la disparité sociale, dans la société et entre les divers peuples, il sera impossible d'éradiquer la violence. On accuse les pauvres et les populations les plus pauvres de la violence, mais, sans égalité de chances, les différentes formes d'agression et de guerre trouveront un terrain fertile qui tôt ou tard provoquera l'explosion. Quand la société – locale, nationale ou mondiale – abandonne dans la périphérie une partie

d'elle-même, il n'y a ni programmes politiques, ni forces de l'ordre ou d'intelligence qui puissent assurer sans fin la tranquillité. Cela n'arrive pas seulement parce que la disparité sociale provoque la réaction violente de ceux qui sont exclus du système, mais parce que le système social et économique est injuste à sa racine. De même que le bien tend à se communiquer, de même le mal auquel on consent, c'est-à-dire l'injustice, tend à répandre sa force nuisible et à démolir silencieusement les bases de tout système politique et social, quelle que soit sa solidité. Si toute action a des conséquences, un mal niché dans les structures d'une société comporte toujours un potentiel de dissolution et de mort. C'est le mal cristallisé dans les structures sociales injustes, dont on ne peut pas attendre un avenir meilleur. Nous sommes loin de ce qu'on appelle la «fin de l'histoire», puisque les conditions d'un développement durable et pacifique ne sont pas encore adéquatement implantées et réalisées.

Les mécanismes de l'économie actuelle promeuvent une exagération de la consommation, mais il résulte que l'esprit de consommation effréné, uni à la disparité sociale, dégrade doublement le tissu social. De cette manière, la disparité sociale engendre tôt ou tard une violence que la course aux armements ne résout ni résoudra jamais. Elle sert seulement à chercher à tromper ceux qui réclament une plus grande sécurité, comme si aujourd'hui nous ne savions pas que les armes et la répression violente, au lieu d'apporter des solutions, créent des conflits nouveaux et pires. Certains se satisfont simplement en accusant les pauvres et les pays pauvres de leurs maux, avec des généralisations indues, et prétendent trouver la solution dans une «éducation» qui les rassure et les transforme en êtres apprivoisés et inoffensifs. Cela devient encore plus irritant si ceux qui sont exclus voient croître ce cancer social qui est la corruption profondément enracinée dans de nombreux pays – dans les gouvernements, dans l'entreprise et dans les institutions – quelle que soit l'idéologie politique des gouvernants.

A nos lecteurs

Ce numéro vous parvient avec un bulletin de versement qui vous permettra de renouveler votre cotisation à la Fédération romande des socialistes chrétiens (fr. 40.- par année, abonnement compris) ou l'abonnement seul (fr. 20.-).

Il n'est pas nécessaire de vous rappeler que nous avons besoin de votre soutien, notre journal ne bénéficiant d'aucune subvention ou faveur postale. Merci de faire de la publicité autour de vous. Le rédacteur tient à disposition des exemplaires du journal à distribuer à d'éventuels lecteurs. Nous savons que les chrétiens engagés sont nombreux dans les partis de gauche et les syndicats et que beaucoup de paroissiens ont le cœur du même côté que nous...

Le Comité romand

A adresser à M. J.-F. Martin, Saules 9, 1800 Vevey (ou redaction@frsc.ch)

- Je souhaite m'abonner à L'Espoir du Monde (1 an/4 numéros: fr. 20.-) et je verse la somme de fr. 20.- au CCP 10-16048-6, Féd. rom. des socialistes chrétiens, Lausanne.
- Je souhaite devenir membre de la Fédération romande des socialistes chrétiens et je verse la somme de fr. 40.- (abonnement compris) au CCP 10-16048-6, Féd. rom. des socialistes chrétiens, Lausanne.
- Je souhaite davantage d'informations et vous prie de me contacter.
- Je souhaite recevoir quelques exemplaires de L'Espoir du Monde pour les distribuer autour de moi.

Remarques:

Nom, prénom:

Adresse:

Tél.:

E-mail:

Date et signature:

Sommaire du n° 153

- 1 Votations fédérales du 9 février.
Mot-clé: solidarité
- 2 «Remets-nous nos dettes»
3^e partie (A.M.)
- 3 Préavis: 100^e anniversaire de la
FRSC, 15 mars 2014
- 3 Notre siècle 1914-2014
(D. Andronicos)
- 4 Sans commentaire:
Esaïe 58, 6-8
- 4 Livre: Chrétien quand même,
de F. de Vargas (R. Cosandey)
- 4 Livre: Le Courage et la grâce,
l'éthique à l'épreuve des réalités
humaines
- 5 Monika Maire-Hefti. Véhiculer
les valeurs chrétiennes
- 5 L'âme du monde (P. Aguet)
- 6 Le Pape François n'a peut-être
pas fini de nous surprendre !

L'Espoir du Monde

ISSN 0014-0732

anciens titres:

«Voies Nouvelles» 1918-1947
«Le Socialiste-Chrétien» 1947-67

Editeur:

Fédération romande des
socialistes chrétiens
www.frsc.ch
info@frsc.ch

Président: Vincent Léchaire,
Verdonnet 20, 1010 Lausanne
vincent.lechaire@gmail.com

Rédacteur: Jean-François Martin,
Saules 9, 1800 Vevey,
redaction@frsc.ch

Administration: Georges
Nydegger, Falquets 15,
1223 Cologny

Imprimerie:

Journal de Sainte-Croix et envi-
rons, 1450 Sainte-Croix

Abonnements:

Fr. 20.- (1 an / 4 numéros)
Fr. 40.- (y c. cotisation à la
FRSC)
CCP 10-16048-6, Féd. rom. des
socialistes chrétiens, Cologny

